

SUITE DE LA 6me PAGE

Sec. 2. Il sera, en outre, décreté, etc., Que toute personne, maison de commerce, compagnie, association ou corporation violant l'une quelconque des dispositions de la section précédente, tout officier, agent ou receveur de toute maison de commerce, compagnie, association ou corporation, ou tout membre de celle-ci, ou tout individu trouvé coupable d'une violation de ces dispositions sera condamné à une amende pas moins de cinq cents dollars et de pas plus de cinq mille dollars (\$5,000) ou sera emprisonnée dans la gêle de paroisse pendant pas moins d'une année, ni plus de deux ans, ou subira les deux peines, à la discréction de la cour.

Sec. 3. Il est, en outre, décreté, etc., Que tous les contrats ou arrangements faits en violation d'une quelconque des dispositions des deux sections précédentes, seront nuls.

Sec. 4. Il est, en outre, décreté, etc., Qu'il sera du devoir de l'avocat du district dans les plus hautes instances judiciaires dans tout l'Etat de faire mettre en vigueur les dispositions des sections précédentes de cette loi, par des actions convenables et des poursuites dans les plus hautes cours de l'Etat de juridiction compétente, et l'avocat général dans tous les cas quand il sera porté par appel ou référé à la cour suprême de cet Etat ou des Etats-Unis; et il sera également du devoir de l'avocat général de l'Etat qu'il soit pris ou fait d'ainsi faire par le Gouverneur ou par l'Assemblée Générale de l'Etat ou pour mettre en vigueur toutes les dispositions de cette loi par actions et des procédures d'une nature civile dans toutes cour ou cours de l'Etat qui pourra avoir juridiction dans les affaires du genre, et comme il est tout ordre.

Sec. 5. Il est, en outre, décreté, etc., Que si une plainte est faite au secrétaire d'Etat que toute corporation autorisée à faire des affaires dans cet Etat est capable d'importe quelle différence dans les termes de cette loi, il sera du devoir du secrétaire d'Etat de référer l'affaire à l'avocat général qui examinera ladite plainte, et si les faits la justifient à son avis, il instituera des procédures dans les cours contre cette corporation.

Sec. 6. Il est, en outre, décreté, etc., Que si une corporation, du pays ou étrangère, autorisée à faire des affaires dans cet Etat, est tout officier, agent ou receveur de toute corporation, est trouvé coupable de distinction injuste comme le définit cette loi, il sera du devoir du secrétaire d'Etat d'immédiatement révoquer le permis ou la licence de cette corporation pour faire des affaires dans l'Etat.

Sec. 7. Il sera, en outre, décreté, etc., Que dans tous les cas où une corporation aura été trouvée coupable de la violation des dispositions de cette loi, et continuera ou tentera de continuer de faire des affaires à l'avvenir dans cet Etat, et il sera du devoir de l'avocat général de l'Etat, par un procès convenable au nom de l'Etat de faire abandonner par cette corporation toutes affaires dans le genre et caractères dans l'Etat de la Louisiane.

Sec. 8. Il est, en outre, décreté, etc., Que les remèdes et les pénalités pourvues dans cette loi seront cumulatives les unes aux autres, et à tous autres remèdes et pénalités prévues par la loi.

Sec. 9. Il est, en outre, décreté, etc., Que toutes les lois ou parties de lois en conflit avec celle-ci sont ici révoquées.

H. G. DUPRE,
Orateur de la Chambre des Représentants
P. M. LAMBERTON,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat

Approuvée le 2 juillet 1908.

J. Y. SANDERS,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane

Copie conforme:
JOHN T. MICHEL,
Secrétaire d'Etat.

LOI No 129

Projet de loi de la Chambre No 290 Par M. Johnson, de Washington

LOI

Amendement et décret à nouveau la section 2962 des Statuts Revus de l'Etat de la Louisiane.

Section 1. Il est décreté par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, que la section 2962 des statuts revus de l'Etat de la Louisiane est amendée et corrigée de la manière indiquée suivant:

"2962. Sans majorité des électeurs légaux ne prononce contre la vente des terres, il sera du devoir du Bureau des Directeurs des Ecoles de ce comté de concéder dans la mesure où les terres sont situées, de protéger contre tout dommage, toute sacre et pour empêcher la possession illégale ou l'agression de tout genre et de lancer conférence ou toute partie de celle-ci, conformément aux dispositions de la loi du Congrès susdit, telle que l'a amendée la loi du Congrès approuvée le 12 juillet 1884, et d'informer le surintendant de l'Etat.

Tel bail ne sera fait qu'après qu'il aura été duement donné par une personne pendant au moins trente jours dans le journal officiel de la paroisse ou dans toute autre journal public régulièrement dans la paroisse où sont situées les terres à l'envers, du temps et de lieu, quand la terre sera offerte en location au plus haut échiffre. Dans tous les cas, une forte sécurité sera requise, non pour le paiement ponctuel du loyer, mais pour la protection des terres contre tout greve de part et de dommages. Ledit Bureau devra dire toutes les choses au droit de recouvre toute et toutes les commissions offertes pour le dit bail, et dans son jugement les commissions ne s'élèveront pas à une valeur raisonnable pour le bail.

Le Bureau des directeurs des Ecoles de paroisse sera l'autorité, quand dans son jugement il paraîtra de l'intérêt de maintenir des écoles de comté à concilier le sentiment des électeurs légaux demandant dans ce comté à l'égard de la vente de baux dans la subdivision des terres d'école qui y sont situées, ou sur le bau ou le vente de ces terres et les droits minéraux sur les dites terres, ou que la direction dudit Bureau qui donnera toutes les informations nécessaires pour empêcher la possession illégale ou l'agression de tout genre et de lancer conférence ou toute partie de celle-ci, conformément au règlement publié dans la paroisse, faisant connaître le jour et le lieu de l'élection, qui doit avoir lieu. Ledit Bureau nommera un ou ses membres pour diriger l'élection qui gardera ouverte la porte et permettra de voter aux heures habituelles et de la façon ordinaire. Si une majorité des voix étaient en faveur de la vente des arbres ou de l'affermage ou de la vente des droits sur l'huile et les minéraux, le Bureau des Directeurs des Ecoles de paroisse rapporteront devant le résultat de l'élection au surintendant d'Etat et l'Auditeur d'Etat, ludit Bureau procédera à la vente des arbres, ou à l'affermage, ou à la vente des droits à l'huile et aux minéraux, ou aux deux, selon le cas, avec les mêmes formalités et exigences que pourront l'affermage de la dernière section de terre d'école en question ci-dessous. Dans tous les cas, une vente d'arbres ou de droits à l'huile ou aux minéraux, est faite en vertu des dispositions de cette loi, et que les paiements en sont différés seront faits payables à l'ordre de l'Auditeur des Comptes Publics et leur paiement ponctuel sera garanti par un moint de deux bonnes et solvables sécurité qui seront responsables "in solidum".

Dans tous les cas où une vente d'arbres ou d'un affermage ou de la vente des droits sur l'huile ou les minéraux qui y sont trouvés, le propriétaire, étant competent, après déduction faite d'un montant suffisant pour couvrir les réelles dépenses encourues par ladite élection, et faire tout indû pour en affermage, transmettra à l'Auditeur d'Etat à crédit ou au compte de la propriété, est titulaire, comme l'indique la loi, et avr. ce sera donné au surintendant d'Etat, et des billets représentant les paiements différés seront également placés entre les mains de l'Administrateur des Comptes Publics d'Etat.

Dans tous les cas où une vente d'arbres ou d'un affermage ou de la vente des droits sur l'huile ou les minéraux qui y sont trouvés, le propriétaire, étant competent, après déduction faite d'un montant suffisant pour couvrir les réelles dépenses encourues par ladite élection, et faire tout indû pour en affermage, transmettra à l'Auditeur d'Etat à crédit ou au compte de la propriété, est titulaire, comme l'indique la loi, et avr. ce sera donné au surintendant d'Etat, et des billets représentant les paiements différés seront également placés entre les mains de l'Administrateur des Comptes Publics d'Etat.

Dans tous les cas où une vente d'arbres ou d'un affermage ou de la vente des droits sur l'huile ou les minéraux qui y sont trouvés, le propriétaire, étant competent, après déduction faite d'un montant suffisant pour couvrir les réelles dépenses encourues par ladite élection, et faire tout indû pour en affermage, transmettra à l'Auditeur d'Etat à crédit ou au compte de la propriété, est titulaire, comme l'indique la loi, et avr. ce sera donné au surintendant d'Etat, et des billets représentant les paiements différés seront également placés entre les mains de l'Administrateur des Comptes Publics d'Etat.

Dans tous les cas où une vente d'arbres ou d'un affermage ou de la vente des droits sur l'huile ou les minéraux qui y sont trouvés, le propriétaire, étant competent, après déduction faite d'un montant suffisant pour couvrir les réelles dépenses encourues par ladite élection, et faire tout indû pour en affermage, transmettra à l'Auditeur d'Etat à crédit ou au compte de la propriété, est titulaire, comme l'indique la loi, et avr. ce sera donné au surintendant d'Etat, et des billets représentant les paiements différés seront également placés entre les mains de l'Administrateur des Comptes Publics d'Etat.

Dans tous les cas où une vente d'arbres ou d'un affermage ou de la vente des droits sur l'huile ou les minéraux qui y sont trouvés, le propriétaire, étant competent, après déduction faite d'un montant suffisant pour couvrir les réelles dépenses encourues par ladite élection, et faire tout indû pour en affermage, transmettra à l'Auditeur d'Etat à crédit ou au compte de la propriété, est titulaire, comme l'indique la loi, et avr. ce sera donné au surintendant d'Etat, et des billets représentant les paiements différés seront également placés entre les mains de l'Administrateur des Comptes Publics d'Etat.

Dans tous les cas où une vente d'arbres ou d'un affermage ou de la vente des droits sur l'huile ou les minéraux qui y sont trouvés, le propriétaire, étant competent, après déduction faite d'un montant suffisant pour couvrir les réelles dépenses encourues par ladite élection, et faire tout indû pour en affermage, transmettra à l'Auditeur d'Etat à crédit ou au compte de la propriété, est titulaire, comme l'indique la loi, et avr. ce sera donné au surintendant d'Etat, et des billets représentant les paiements différés seront également placés entre les mains de l'Administrateur des Comptes Publics d'Etat.

Dans tous les cas où une vente d'arbres ou d'un affermage ou de la vente des droits sur l'huile ou les minéraux qui y sont trouvés, le propriétaire, étant competent, après déduction faite d'un montant suffisant pour couvrir les réelles dépenses encourues par ladite élection, et faire tout indû pour en affermage, transmettra à l'Auditeur d'Etat à crédit ou au compte de la propriété, est titulaire, comme l'indique la loi, et avr. ce sera donné au surintendant d'Etat, et des billets représentant les paiements différés seront également placés entre les mains de l'Administrateur des Comptes Publics d'Etat.

Dans tous les cas où une vente d'arbres ou d'un affermage ou de la vente des droits sur l'huile ou les minéraux qui y sont trouvés, le propriétaire, étant competent, après déduction faite d'un montant suffisant pour couvrir les réelles dépenses encourues par ladite élection, et faire tout indû pour en affermage, transmettra à l'Auditeur d'Etat à crédit ou au compte de la propriété, est titulaire, comme l'indique la loi, et avr. ce sera donné au surintendant d'Etat, et des billets représentant les paiements différés seront également placés entre les mains de l'Administrateur des Comptes Publics d'Etat.

Dans tous les cas où une vente d'arbres ou d'un affermage ou de la vente des droits sur l'huile ou les minéraux qui y sont trouvés, le propriétaire, étant competent, après déduction faite d'un montant suffisant pour couvrir les réelles dépenses encourues par ladite élection, et faire tout indû pour en affermage, transmettra à l'Auditeur d'Etat à crédit ou au compte de la propriété, est titulaire, comme l'indique la loi, et avr. ce sera donné au surintendant d'Etat, et des billets représentant les paiements différés seront également placés entre les mains de l'Administrateur des Comptes Publics d'Etat.

Dans tous les cas où une vente d'arbres ou d'un affermage ou de la vente des droits sur l'huile ou les minéraux qui y sont trouvés, le propriétaire, étant competent, après déduction faite d'un montant suffisant pour couvrir les réelles dépenses encourues par ladite élection, et faire tout indû pour en affermage, transmettra à l'Auditeur d'Etat à crédit ou au compte de la propriété, est titulaire, comme l'indique la loi, et avr. ce sera donné au surintendant d'Etat, et des billets représentant les paiements différés seront également placés entre les mains de l'Administrateur des Comptes Publics d'Etat.

Dans tous les cas où une vente d'arbres ou d'un affermage ou de la vente des droits sur l'huile ou les minéraux qui y sont trouvés, le propriétaire, étant competent, après déduction faite d'un montant suffisant pour couvrir les réelles dépenses encourues par ladite élection, et faire tout indû pour en affermage, transmettra à l'Auditeur d'Etat à crédit ou au compte de la propriété, est titulaire, comme l'indique la loi, et avr. ce sera donné au surintendant d'Etat, et des billets représentant les paiements différés seront également placés entre les mains de l'Administrateur des Comptes Publics d'Etat.

Dans tous les cas où une vente d'arbres ou d'un affermage ou de la vente des droits sur l'huile ou les minéraux qui y sont trouvés, le propriétaire, étant competent, après déduction faite d'un montant suffisant pour couvrir les réelles dépenses encourues par ladite élection, et faire tout indû pour en affermage, transmettra à l'Auditeur d'Etat à crédit ou au compte de la propriété, est titulaire, comme l'indique la loi, et avr. ce sera donné au surintendant d'Etat, et des billets représentant les paiements différés seront également placés entre les mains de l'Administrateur des Comptes Publics d'Etat.

Dans tous les cas où une vente d'arbres ou d'un affermage ou de la vente des droits sur l'huile ou les minéraux qui y sont trouvés, le propriétaire, étant competent, après déduction faite d'un montant suffisant pour couvrir les réelles dépenses encourues par ladite élection, et faire tout indû pour en affermage, transmettra à l'Auditeur d'Etat à crédit ou au compte de la propriété, est titulaire, comme l'indique la loi, et avr. ce sera donné au surintendant d'Etat, et des billets représentant les paiements différés seront également placés entre les mains de l'Administrateur des Comptes Publics d'Etat.

Dans tous les cas où une vente d'arbres ou d'un affermage ou de la vente des droits sur l'huile ou les minéraux qui y sont trouvés, le propriétaire, étant competent, après déduction faite d'un montant suffisant pour couvrir les réelles dépenses encourues par ladite élection, et faire tout indû pour en affermage, transmettra à l'Auditeur d'Etat à crédit ou au compte de la propriété, est titulaire, comme l'indique la loi, et avr. ce sera donné au surintendant d'Etat, et des billets représentant les paiements différés seront également placés entre les mains de l'Administrateur des Comptes Publics d'Etat.

Dans tous les cas où une vente d'arbres ou d'un affermage ou de la vente des droits sur l'huile ou les minéraux qui y sont trouvés, le propriétaire, étant competent, après déduction faite d'un montant suffisant pour couvrir les réelles dépenses encourues par ladite élection, et faire tout indû pour en affermage, transmettra à l'Auditeur d'Etat à crédit ou au compte de la propriété, est titulaire, comme l'indique la loi, et avr. ce sera donné au surintendant d'Etat, et des billets représentant les paiements différés seront également placés entre les mains de l'Administrateur des Comptes Publics d'Etat.

Dans tous les cas où une vente d'arbres ou d'un affermage ou de la vente des droits sur l'huile ou les minéraux qui y sont trouvés, le propriétaire, étant competent, après déduction faite d'un montant suffisant pour couvrir les réelles dépenses encourues par ladite élection, et faire tout indû pour en affermage, transmettra à l'Auditeur d'Etat à crédit ou au compte de la propriété, est titulaire, comme l'indique la loi, et avr. ce sera donné au surintendant d'Etat, et des billets représentant les paiements différés seront également placés entre les mains de l'Administrateur des Comptes Publics d'Etat.

Dans tous les cas où une vente d'arbres ou d'un affermage ou de la vente des droits sur l'huile ou les minéraux qui y sont trouvés, le propriétaire, étant competent, après déduction faite d'un montant suffisant pour couvrir les réelles dépenses encourues par ladite élection, et faire tout indû pour en affermage, transmettra à l'Auditeur d'Etat à crédit ou au compte de la propriété, est titulaire, comme l'indique la loi, et avr. ce sera donné au surintendant d'Etat, et des billets représentant les paiements différés seront également placés entre les mains de l'Administrateur des Comptes Publics d'Etat.

Dans tous les cas où une vente d'arbres ou d'un affermage ou de la vente des droits sur l'huile ou les minéraux qui y sont trouvés, le propriétaire, étant competent, après déduction faite d'un montant suffisant pour couvrir les réelles dépenses encourues par ladite élection, et faire tout indû pour en affermage, transmettra à l'Auditeur d'Etat à crédit ou au compte de la propriété, est titulaire, comme l'indique la loi, et avr. ce sera donné au surintendant d'Etat, et des billets représentant les paiements différés seront également placés entre les mains de l'Administrateur des Comptes Publics d'Etat.

Dans tous les cas où une vente d'arbres ou d'un affermage ou de la vente des droits sur l'huile ou les minéraux qui y sont trouvés, le propriétaire, étant competent, après déduction faite d'un montant suffisant pour couvrir les réelles dépenses encourues par ladite élection, et faire tout indû pour en affermage, transmettra à l'Auditeur d'Etat à crédit ou au compte de la propriété, est titulaire, comme l'indique la loi, et avr. ce sera donné au surintendant d'Etat, et des billets représentant les paiements différés seront également placés entre les mains de l'Administrateur des Comptes Publics d'Etat.

Dans tous les cas où une vente d'arbres ou d'un affermage ou de la vente des droits sur l'huile ou les minéraux qui y sont trouvés, le propriétaire, étant competent, après déduction faite d'un montant suffisant pour couvrir les réelles dépenses encourues par ladite élection, et faire tout indû pour en affermage, transmettra à l'Auditeur d'Etat à crédit ou au compte de la propriété, est titulaire, comme l'indique la loi, et avr. ce sera donné au surintendant d'Etat, et des billets représentant les paiements différés seront également placés entre les mains de l'Administrateur des Comptes Publics d'Etat.

Dans tous les cas où une vente d'arbres ou d'un affermage ou de la vente des droits sur l'huile ou les minéraux qui y sont trouvés, le propriétaire, étant competent, après déduction faite d'un montant suffisant pour couvrir les réelles dépenses encourues par ladite élection, et faire tout indû pour en affermage, transmettra à l'Auditeur d'Etat à crédit ou au compte de la propriété, est titulaire, comme l'indique la loi, et avr. ce sera donné au surintendant d'Etat, et des billets représentant les paiements différés seront également placés entre les mains de l'Administrateur des Comptes Publics d'Etat.

Dans tous les cas où une vente d'arbres ou d'un affermage ou de la vente des droits sur l'huile ou les minéraux qui y sont trouvés, le propriétaire, étant competent, après déduction faite d'un montant suffisant pour couvrir les réelles dépenses encourues par ladite élection, et faire tout indû pour en affermage, transmettra à l'Auditeur d'Etat à crédit ou au compte de la propriété, est titulaire, comme l'indique la loi, et avr. ce sera donné au surintendant d'Etat, et des billets représentant les paiements différés seront également placés entre les mains de l'Administrateur des Comptes Publics d'Etat.

Dans tous les cas où une vente d'arbres ou d'un affermage ou de la vente des droits sur l'huile ou les minéraux qui y sont trouvés, le propriétaire, étant competent, après déduction faite d'un montant suffisant pour couvrir les réelles dépenses encourues par ladite élection, et faire tout indû pour en affermage, transmettra à l'Auditeur d'Etat à crédit ou au compte de la propriété, est titulaire, comme l'indique la loi, et avr. ce sera donné au surintendant d'Etat, et des billets représentant les paiements différés seront également placés entre les mains de l'Administrateur des Comptes Publics d'Etat.

Dans tous les cas où une vente d'arbres ou d'un affermage ou de la vente des droits sur l'huile ou les minéraux qui y sont trouvés, le propriétaire, étant competent, après déduction faite d'un montant suffisant pour couvrir les réelles dépenses encourues par ladite élection, et faire tout indû pour en affermage, transmettra à l'Auditeur d'Etat à crédit ou au compte de la propriété, est titulaire, comme l'indique la loi, et avr. ce sera donné au surintendant d'Etat, et des billets représentant les paiements différés seront également placés entre les mains de l'Administrateur des Comptes Publics d'Etat.

Dans tous les cas où une vente d'arbres ou d'un affermage ou de la vente des droits sur l'huile ou les minéraux qui y sont trouvés, le propriétaire, étant competent, après déduction faite d'un montant suffisant pour couvrir les réelles dépenses encourues par ladite élection, et faire tout indû pour en affermage, transmettra à l'Auditeur d'Etat à crédit ou au compte de la propriété, est titulaire, comme l'indique la loi, et avr. ce sera donné au surintendant d'Etat, et des billets représentant les paiements différés seront également placés entre les mains de l'Administrateur des Comptes Publics d'Etat.

Dans tous les cas où une vente d'arbres ou d'un affermage ou de la vente des droits